



DEVELOPMENT COMMITTEE
(Joint Ministerial Committee
of the
Boards of Governors of the Bank and the Fund
On the
Transfer of Real Resources to Developing Countries)



POUR USAGE OFFICIEL

DC/99-18

8 septembre 1999

**TENDANCES RÉCENTES DU TRANSFERT DE RESSOURCES
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Vous trouverez ci-joint, pour la réunion du 27 septembre 1999 du Comité du développement, une note d'information établie par les services de la Banque mondiale sur les tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement. (Cette note est inspirée de Global Development Finance 1999 mis à jour compte tenu des événements récents.)

* * *

Le présent document fait l'objet d'une diffusion restreinte. Il ne peut être utilisé par ses destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles et sa teneur ne peut être divulguée sans l'autorisation de la Banque mondiale.

Tendances récentes du transfert des ressources aux pays en développement

1. NOTE D'INFORMATION POUR LA REUNION DU COMITE DU DEVELOPPEMENT DU 27 SEPTEMBRE 1999

Note établie par les services de la Banque mondiale¹

Le contexte dans lequel s'inscrivent les apports de capitaux aux pays en développement reste complexe et incertain. La confiance des investisseurs envers les marchés émergents s'est fortement détériorée depuis le début de la crise financière. Les apports nets à long terme aux pays en développement, provenant de sources aussi bien privées que publiques, sont tombés de 338 milliards de dollars en 1997 à 275 milliards de dollars en 1998, étant donné que les apports des marchés financiers internationaux ont diminué de près de moitié². Les investisseurs ont repris confiance depuis les perturbations causées sur les marchés par le moratoire de la dette russe en août 1998, mais les flux de capitaux vers les pays en développement au premier semestre 1999 sont restés très inférieurs à ce qu'ils étaient au premier semestre de 1998. En revanche, les investissements directs étrangers ont fait preuve d'une grande vigueur puisqu'ils n'ont diminué que légèrement pour atteindre 155 milliards de dollars en 1998 contre 163 milliards de dollars l'année précédente. Les apports nets de financements publics sont passés de 39 milliards de dollars à 48 milliards de dollars du fait de l'augmentation des prêts non concessionnels accordés aux pays touchés par la crise.

Des données préliminaires indiquent que les apports nets à long terme risquent de continuer à diminuer en 1999. Bien que les signes de reprise se multiplient, la croissance devant être plus forte que prévu en Asie et les récessions moins prononcées qu'on ne le craignait au Brésil et en Russie, l'augmentation de la production des pays en développement en 1999 risque de rester faible au regard de l'expérience passée. Les prix des produits de base non pétroliers des pays en développement ont encore diminué par rapport à leurs très bas niveaux de 1998 et l'expansion des échanges mondiaux reste très inférieure à ce qu'elle était ces derniers temps. Les apports de financements publics resteront probablement stables, mais une perception plus aiguë des risques est susceptible de réduire encore les apports des marchés financiers. De plus, en partie du fait de la diminution des flux en direction de la Chine, les apports d'IDE devraient restés inférieurs à leur niveau record de 1997, ce qui tient également à la détérioration des perspectives de croissance et au climat d'incertitude plus marqué depuis le début de la crise financière.

¹ La présente note s'inspire en partie de *Global Development Finance 1999*, mis à jour pour tenir compte des événements récents.

² Les données sur les flux nets à long terme sont présentées aux tableaux 1 (en prix courants) et 2 (en prix constants) en annexe. Les estimations pour les flux nets à long terme sont les mêmes que celles qui figurent dans *Global Development Finance 1999*.

Apports des marchés financiers internationaux

La diminution des apports financiers nets à long terme aux pays en développement a été due pour une large part à la baisse des apports des marchés financiers internationaux, qui n'ont atteint que 72 milliards de dollars en 1998 au lieu de 136 milliards de dollars en 1997. On a enregistré une forte diminution aussi bien des prêts des banques commerciales que des obligations et des prises de participation. Durant le premier semestre, les apports bruts des marchés financiers à l'Asie de l'Est et au Pacifique ont diminué de moitié par rapport à 1997³. La diminution des apports à long terme s'est généralisée alors que la crise a éclaté en Russie ; les financements bruts des marchés financiers en faveur de l'ensemble des pays en développement sont tombés à 11 milliards de dollars seulement par mois au cours du quatrième trimestre de 1998 (soit 17 milliards de dollars de moins qu'au quatrième trimestre de 1997). L'accès des pays en développement aux financements à court terme a également été réduit étant donné que les créances à court terme non éteintes des banques déclarantes à la BRI sont tombées de plus de 450 milliards de dollars à la fin de 1997 à environ 365 milliards de dollars à la fin de 1998.

La situation sur les marchés financiers s'est détériorée encore davantage du fait de la dévaluation du real brésilien en janvier 1999. Les marges relatives aux obligations sur le marché secondaire ont augmenté pour la plupart des principaux emprunteurs des pays en développement. Elles ont fortement augmenté à la suite des dévaluations opérées en Amérique latine, en Europe et en Asie centrale ainsi qu'en Asie de l'Est. Par ailleurs, les apports bruts de capitaux ont encore diminué pour tomber à moins de 11 milliards de dollars par mois au premier trimestre de 1999, soit un niveau plus bas encore qu'au dernier trimestre de 1998. L'accès au marché a été limité aux emprunteurs jouissant de la meilleure cote de crédit, dans la mesure où le secteur des entreprises n'a représenté que 20 % de l'ensemble des émissions d'obligations des marchés émergents entre janvier et juillet 1999, contre 38 % en 1997.

L'accès des pays en développement aux financements des marchés financiers s'est amélioré après février 1999, du fait que le Brésil a vu sa situation se stabiliser après avoir fortement dévalué sa monnaie et que certaines économies en crise d'Asie de l'Est ont fait preuve d'une vigueur croissante. Les marges relatives aux obligations sur le marché secondaire ont fortement diminué (la marge moyenne sur les obligations Brady — indice qui privilégie l'Amérique latine — est tombée à 890 points de base en avril contre plus de 1300 à la fin de janvier) et bien qu'extrêmement élevées par rapport au passé, elles sont maintenant plus faibles que la moyenne de 1998. Plusieurs des économies d'Amérique latine ont pu avoir à nouveau accès au marché obligataire. Le marché reste néanmoins instable, illiquide et étroit depuis le début de 1999 et il est facilement influencé par quelques grosses opérations. Il est donc devenu difficile de fixer le prix des nouvelles obligations et les émissions sur le marché primaire ont souvent vu leurs marges augmenter fortement après leurs placements initiaux.

Les apports bruts de financements privés ont augmenté durant la période janvier-juillet 1999 par rapport à leur niveau du deuxième semestre de 1998, mais au total, ils sont restés inférieurs d'un

³ C'est en terme de flux bruts (émissions d'obligations et d'actions et engagements de prêts syndiqués) que l'on peut le mieux décrire l'évolution des marchés financiers durant l'année dans la mesure où les données sur les flux nets ne sont disponibles que sur une base annuelle.

tiers à ce qu'ils étaient durant la période correspondante de l'année précédente. *Les émissions d'obligations*, d'un montant de 45 milliards de dollars, ont été inférieures de 30 % durant la période janvier-juillet 1999 à leur niveau du premier semestre de l'année précédente, les émissions d'Europe et d'Asie centrale ainsi que d'Amérique latine ayant diminué respectivement de 60 et 20 %. La Russie, à l'origine de la plus grande partie des émissions d'obligations de la région en 1998, a été complètement évincée des marchés cette année. *Les engagements de prêts bancaires* ont diminué de 45 % durant la même période. Toutes les régions ont été touchées par cette baisse, mais, une fois encore, ce sont l'Europe et l'Asie centrale ainsi que l'Amérique latine qui ont enregistré des diminutions très marquées, supérieures à 50 %. Toutefois, les *prises de participations internationales* (qui représentent 11 % des apports bruts totaux) ont progressé de plus de 80 % durant cette période à la faveur des importantes émissions de titres de privatisations qui ont eu lieu en Asie de l'Est, particulièrement en Corée du Sud et en Thaïlande. Les marchés des actions d'Asie ont réalisé les meilleures performances, et ce essentiellement grâce à la perspective de restructurations d'entreprises, à la diminution des taux d'intérêts intérieurs et à l'appréciation des taux de change.

Tableau 1 : Apport de capitaux bruts aux pays en développement, moyennes mensuelles

| (en milliards de dollars EU) | 1997 | 1998 | 1 ^{er} semestre 98 | 2 ^e semestre 98 | 1 ^{er} semestre 99 |
|------------------------------------|------|------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| Ensemble des pays en développement | 24,2 | 16,2 | 19,9 | 12,5 | 13,9 |
| Afrique subsaharienne | 0,9 | 0,5 | 0,7 | 0,4 | 0,7 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 6,2 | 3,0 | 3,2 | 2,7 | 3,6 |
| Asie du Sud | 1,0 | 0,4 | 0,7 | 0,1 | 0,4 |
| Europe & Asie centrale | 4,3 | 3,9 | 4,4 | 3,3 | 2,0 |
| Amérique latine et Caraïbes | 10,1 | 7,4 | 9,8 | 5,0 | 6,5 |
| Moyen-orient et Afrique du Nord | 1,7 | 1,0 | 1,0 | 1,1 | 0,7 |

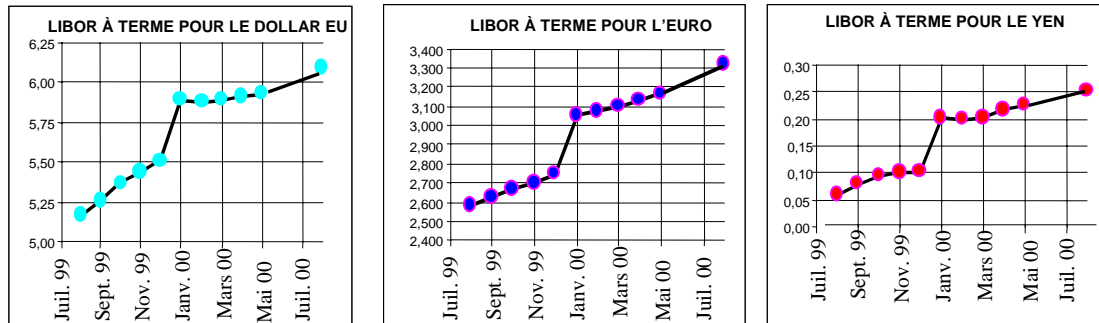
Source : Euromoney et Banque mondiale

Note : Les apports bruts des marchés financiers comprennent les émissions d'obligations, les engagements de prêts syndiqués et les émissions d'actions, sur la base des informations fournies par les marchés financiers internationaux. Bien que la Corée soit classée dans la catégorie des pays à revenu élevé dans Global Development Finance 1999, elle fait partie de l'ensemble des pays en développement étant donné qu'elle contracte des emprunts auprès de la Banque mondiale.

Les flux de capitaux privés vers les marchés émergents devraient rester faibles et risquent de diminuer encore davantage jusqu'à la fin de 1999. L'évolution récente des marges, en particulier en Amérique latine, indique que les investisseurs sur les marchés émergents restent nerveux et enclins à réagir de façon excessive. Cela est également évident dans le cas des prêts bancaires, les grandes banques ayant des difficultés à vendre aux banques régionales des États-Unis des actifs titrisés des marchés émergents financés par des émissions de titres. Certains craignent également que la liquidité du marché ne diminue en décembre du fait des perturbations que le

bogue de l'an 2000 pourrait causer sur les marchés⁴, ce qui pourrait réduire encore davantage les apports aux marchés émergents durant le dernier trimestre de l'année. Les marchés des capitaux fixent déjà leurs prix en prévision d'une pénurie de liquidité en janvier 2000. Les courbes du LIBOR pour les opérations à terme pour les trois principales monnaies (indiquées ci-après pour le 10 août 1999) indiquent une hausse de 25 points de base des LIBOR en dollars EU et en euros, et une augmentation limitée à 5 points de base pour le yen.

Figure 1 : LIBOR sur les opérations à terme pour le dollar EU, le yen et l'euro au 10 août 1999



Les perspectives des flux de capitaux vers les marchés émergents dépendront pour une large part de l'évolution de la confiance des investisseurs, mais la façon dont évoluera la conjoncture économique internationale risque également d'avoir un impact considérable. C'est ainsi qu'une correction marquée sur les marchés américains pourrait entraîner une perte de confiance et ainsi une ruée sur les liquidités ou les titres du Trésor et un retrait des fonds des marchés émergents. Mais un ralentissement progressif aux États-Unis et une réduction du déficit des transactions courantes (qui a atteint 2,75 % du PIB en 1998 et a augmenté encore plus durant le premier semestre 1999) pourrait inciter à prêter davantage aux pays en développement.

Investissements directs étrangers

Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont fait preuve d'une vigueur considérable ne diminuant que légèrement pour atteindre 155 milliards de dollars en 1998 contre 163 milliards de dollars en 1997. Ils ont augmenté dans plusieurs des pays d'Asie touchés par la crise dans la mesure où les investisseurs se sont efforcés de profiter de prix d'actifs d'entreprises en difficulté et d'une compétitivité internationale accrue. En outre, les fusions ont été motivées par la nécessité d'obtenir un accès à des sources de financement, de procéder à des restructurations et de réduire les coûts. C'est ainsi que, dans un certain nombre de pays en crise de l'Asie de l'Est,

⁴ En fait, le Federal Reserve Board a décidé le 23 juillet 1999 de créer une **Century Date Change Special Liquidity Facility**, programme de prêt aux institutions de dépôt depuis le premier octobre 1999 jusqu'au 7 avril 2000. Le taux d'intérêt sur les prêts de ce programme sera supérieur de 150 points de base à celui des fonds fédéraux. Les conditions de nantissement seront les mêmes que pour les prêts normaux consentis par la voie du réescompte. Les banques de réserve prêteuses évalueront l'admissibilité des emprunteurs dont les ratios de capital sont provisoirement tombés au-dessous du niveau minimum requis en raison de problèmes liés au bogue de l'an 2000.

le nombre de fusions et de rachats a fortement augmenté durant le troisième trimestre de 1998. Ces facteurs, qui ont contribué à une augmentation des investissements étrangers, semblent avoir compensé les effets dissuasifs de la récession et la réduction de la taille des marchés sur lesquels les transactions se font en devises.

Bien que, dans le proche avenir, les IDE soient appelés à rester la principale source de financement pour les pays en développement, leur potentiel est moindre qu'il y a quelques années du fait de la crise mondiale. Les perspectives de croissance se sont détériorées dans le monde entier, la progression des échanges s'est nettement ralentie et les incertitudes croissantes risquent de freiner encore davantage les flux d'IDE. C'est ainsi que ceux de cette année et de l'année prochaine n'ont guère de chances d'augmenter beaucoup par rapport à leur niveau élevé de 1997-98 et ils pourraient même baisser. En fait, des données préliminaires indiquent que les flux d'IDE risquent de diminuer quelque peu cette année. Ceux à destination de la région Asie de l'Est et Pacifique, après n'avoir diminué que légèrement en 1998, devraient enregistrer une nouvelle baisse en 1999. Les flux d'IDE en direction de la Chine, principal pays d'accueil des IDE dans le monde en développement, ont diminué de 15 % au premier trimestre 1999 par rapport à la période correspondante de 1998. En revanche, une amélioration du contexte général dans lequel s'inscrivent les IDE en Corée a stimulé, durant le premier semestre de 1999, les flux d'IDE qui ont atteint un niveau deux fois plus élevé que durant la même période de 1997.

Les IDE à destination des autres grandes régions d'accueil semblent être plus stables. En Amérique latine, ils pourraient augmenter quelque peu en 1999. Au Brésil, leur montant a été estimé à 12 milliards de dollars au premier semestre de 1999, soit un chiffre supérieur de plus d'un tiers à celui du premier semestre 1998 (bien que 30 % des flux du premier semestre semblent correspondre au paiement anticipé effectué par la société espagnole Telefonica et ses partenaires, Iberdrola SA et Portugal Telecom, pour le rachat d'entreprises de télécommunications dans le cadre de la privatisation de Telebras en 1998). Les flux d'IDE vers l'Argentine ont pratiquement triplé durant le premier trimestre de 1999, tandis que ceux qui se sont dirigés vers le Mexique, autre bénéficiaire important d'IDE dans la région, se sont maintenus. Le niveau des IDE à destination de l'Europe et de l'Asie centrale devrait rester stable, voire baisser, étant donné que dans les deux principaux pays d'accueil, la Russie et la Hongrie, il ne semble guère avoir de chances de se redresser après la baisse de 1998. Les flux d'IDE à destination de la Pologne semblent se maintenir au niveau élevé atteint en 1998.

**Tableau 2 : IDE enregistrés dans un certain nombre de pays
(en milliards de dollars)**

| | 1998 | Premier trimestre | Deuxième trimestre | Troisième trimestre | Quatrième trimestre | 1999 Premier trimestre |
|-----------|------|-------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------------|
| Chine | 45,3 | 8,5 | 12,0 | 10,9 | 13,9 | 7,3 |
| Indonésie | -0,3 | -0,5 | 0,4 | -0,1 | -0,1 | 0,0 |
| Corée | 5,1 | 0,5 | 1,2 | 2,1 | 1,3 | 1,0 |
| Thaïlande | 7,7 | 2,3 | 2,5 | 1,3 | 1,0 | 1,1 |
| Argentine | 5,7 | 1,3 | 1,0 | 2,0 | 1,4 | 4,4 |
| Brésil | 26,3 | 3,2 | 5,9 | 9,4 | 8,2 | 7,2 |
| Mexique | 10,2 | 2,5 | 2,9 | 2,3 | 2,6 | 2,6 |
| Hongrie | 1,9 | 0,4 | 0,3 | 0,4 | 0,9 | 0,3 |
| Pologne | 5,1 | 1,0 | 1,3 | 1,7 | 1,1 | 1,1 |
| Russie | 2,2 | 0,6 | 0,5 | 0,4 | 0,7 | 0,6 |
| Inde | 2,3 | 0,7 | 0,9 | 0,3 | 0,4 | 0,7 |

Source : Banques centrales et estimations des services de la Banque mondiale.

Note : Les estimations des IDE de 1998 figurant dans le présent tableau ont été mises à jour depuis la publication de Global Development Finance 1999. Les données relatives aux flux globaux d'IDE vers les pays en développement (fournies à la page précédente et dans les tableaux en annexe) reflètent les estimations figurant dans Global Development Finance 1999 du fait que l'on ne dispose pas encore de données suffisantes pour réviser les estimations de 1998 applicables à l'ensemble des pays en développement.

Financement de l'aide publique au développement

Les apports nets de fonds publics aux pays en développement sont passés de 39 milliards de dollars en 1997 à 48 milliards de dollars en 1998. Bien que les flux concessionnels nets soient restés plus ou moins stables à 33 milliards de dollars, les financements non concessionnels nets sont passés de 6 milliards de dollars en 1997 à 12 milliards de dollars en 1998 du fait de programmes de sauvetage de grande envergure en faveur des pays les plus touchés par la crise. Ce chiffre n'inclut pas le montant net des prêts du FMI qui a atteint 15 milliards de dollars en 1997 et 21 milliards de dollars en 1998, contre 1 milliard de dollars en 1996. Entre août 1997 et décembre 1998, les engagements financiers de la communauté internationale ont atteint près de 190 milliards de dollars pour le Brésil, l'Indonésie, la République de Corée et la Thaïlande, dont 63 milliards de dollars ont été décaissés. Les flux nets de financement non concessionnels resteront sans doute stables en 1999, partiellement en raison des importants décaissements en faveur du Brésil. Les engagements de la BIRD sont passés de 21,1 milliards de dollars pour l'exercice 98 à 22,2 milliards de dollars pour l'exercice 99 ; les décaissements ont atteint respectivement 19,2 milliards de dollars et 18,2 milliards de dollars pour les exercices 98 et 99, contre une moyenne de 16,5 milliards de dollars pour les exercices 96-97⁵.

⁵ L'exercice de la BIRD va de juillet à juin. Le niveau légèrement inférieur des décaissements durant l'exercice 99 est dû au report de certains prêts à l'exercice en cours, de telle sorte que les décaissements devraient normalement être plus importants durant l'exercice 00.

L'aide publique au développement (APD) nette fournie par les pays appartenant au Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a augmenté en 1998, pour la première fois depuis 1992. Des données préliminaires du CAD pour 1998 indiquent une augmentation de l'APD nette aux pays en développement et aux organismes multilatéraux de développement de 3,2 milliards de dollars en 1998, soit un montant total de 51,5 milliards de dollars⁶. Cela représente une augmentation de 8,9 % en termes réels par rapport à l'année précédente, alors que l'on avait enregistré une diminution de 21 % en termes réels durant la période 1992-97. L'augmentation des apports d'APD a été due en partie à des facteurs temporaires, tels que l'accroissement des flux concessionnels vers les pays touchés par la crise asiatique et le calendrier des contributions aux banques multilatérales de développement. Elle est également liée au fait que certains des principaux bailleurs de fonds se sont engagés de façon plus résolue à maintenir ou à élever leurs niveaux d'APD. Ainsi, les perspectives en matière d'APD se sont quelque peu améliorées l'an passé, bien que certains des principaux pays risquent de continuer à limiter leurs contributions à l'APD du fait de contraintes budgétaires. Les suites données à l'Initiative PPTE sont brièvement décrites dans un document distinct établi pour la réunion du Comité du développement.

⁶ Les données sur l'APD nette sont basées sur les informations concernant les flux de financement fournies par les bailleurs de fonds tandis que les données indiquées plus haut sur des apports de fonds publics nets sont fondées sur les montants reçus par les pays en développement. On trouvera à l'annexe au chapitre 4 de Global Development Finance 1999 une explication de ces différents systèmes de notification.

Annexe Tableau 1. Apports nets globaux de ressources à long terme aux pays en développement

(en milliards de dollars EU, courants)

| | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Financement public du développement | 36.0 | 41.1 | 41.1 | 40.1 | 41.5 | 56.9 | 62.6 | 54.0 | 53.3 | 45.5 | 53.4 | 32.2 | 39.1 | 47.9 |
| Flux concessionnels | 25.7 | 29.2 | 33.3 | 34.0 | 34.4 | 44.8 | 51.0 | 44.0 | 41.5 | 45.7 | 44.6 | 40.1 | 33.4 | 32.7 |
| Dons publics ¹ | 13.6 | 16.0 | 16.9 | 18.3 | 19.4 | 29.2 | 35.3 | 30.5 | 28.3 | 32.4 | 32.3 | 28.9 | 25.7 | 23.0 |
| Prêts concessionnels publics | 12.1 | 13.2 | 16.4 | 15.7 | 15.0 | 15.6 | 15.7 | 13.5 | 13.2 | 13.3 | 12.3 | 11.2 | 7.7 | 9.7 |
| Prêts non concessionnels publics | 10.3 | 11.9 | 7.9 | 6.1 | 7.1 | 12.1 | 11.6 | 10.0 | 11.8 | -0.3 | 8.8 | -7.9 | 5.7 | 15.2 |
| Flux privés | 31.6 | 23.5 | 24.8 | 39.1 | 38.5 | 43.9 | 60.6 | 98.3 | 167.0 | 178.1 | 201.5 | 275.9 | 298.9 | 227.1 |
| Flux générateurs de dette du secteur privé | 20.6 | 13.5 | 10.7 | 18.7 | 11.9 | 15.7 | 18.6 | 38.1 | 49.0 | 54.4 | 60.0 | 100.3 | 105.3 | 58.0 |
| Investissements directs étrangers ² | 10.9 | 9.4 | 13.4 | 19.3 | 23.2 | 24.5 | 34.4 | 46.1 | 67.0 | 88.5 | 105.4 | 126.4 | 163.4 | 155.0 |
| Prises de participations | 0.1 | 0.6 | 0.7 | 1.1 | 3.4 | 3.7 | 7.6 | 14.1 | 51.0 | 35.2 | 36.1 | 49.2 | 30.2 | 14.1 |
| FLUX NETS GLOBAUX | 67.7 | 64.6 | 65.9 | 79.2 | 80.0 | 100.8 | 123.1 | 152.3 | 220.2 | 223.6 | 254.9 | 308.1 | 338.0 | 275.0 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | | | | | |
| Paiements d'intérêts | 72.4 | 67.4 | 66.6 | 75.4 | 72.3 | 70.5 | 72.3 | 68.5 | 68.7 | 78.6 | 101.4 | 106.8 | 109.1 | 125.3 |
| Bénéfices sur les investissements directs étrangers | 11.9 | 11.4 | 12.4 | 13.3 | 17.1 | 17.6 | 18.3 | 20.9 | 22.9 | 24.9 | 26.5 | 30.0 | 31.8 | 35.3 |
| Dons privés | 2.9 | 3.3 | 4.0 | 4.3 | 4.0 | 5.1 | 5.4 | 5.9 | 6.3 | 7.0 | 6.6 | 6.3 | 6.9 | 2.0 |
| Données connexes : | | | | | | | | | | | | | | |
| Utilisation nette des crédits du FMI ³ | -0.2 | -2.9 | -5.5 | -5.0 | -2.3 | 0.1 | 3.2 | 1.2 | 1.7 | 1.6 | 16.8 | 1.0 | 14.7 | 21.0 |
| Dons au titre de la coopération technique | 7.7 | 9.1 | 10.8 | 12.2 | 12.2 | 14.3 | 15.9 | 18.0 | 18.6 | 17.3 | 20.6 | 19.4 | 17.0 | 16.1 |
| Flux nets de la Banque mondiale | 5.2 | 5.6 | 4.8 | 2.9 | 3.1 | 5.1 | 2.6 | 0.1 | 2.8 | -0.3 | 1.1 | 1.4 | 6.7 | 6.8 |
| Flux nets de l'IDA | 2.8 | 3.1 | 3.8 | 3.7 | 3.4 | 4.1 | 4.3 | 4.8 | 4.5 | 5.6 | 4.9 | 5.7 | 5.3 | 4.6 |

Sources : Système de notification de la dette et OCDE.

Note : Les chiffres de 1998 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : FMI.

3/ Y compris Fonds fiduciaire du FASR et FMI.

Annexe Tableau 2. Apports nets globaux de ressources à long terme aux pays en développement

(en milliards de dollars EU, prix constants 1998)

| | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Financement public du développement | 46.4 | 50.6 | 46.8 | 43.5 | 44.1 | 56.2 | 62.8 | 51.9 | 52.8 | 44.7 | 47.9 | 28.8 | 36.8 | 47.9 |
| Flux concessionnels | 33.1 | 36.0 | 37.9 | 36.9 | 36.6 | 44.2 | 51.1 | 42.3 | 41.1 | 44.9 | 40.0 | 35.9 | 31.5 | 32.7 |
| Dons publics ¹ | 17.5 | 19.7 | 19.2 | 19.8 | 20.6 | 28.8 | 35.4 | 29.3 | 28.0 | 31.8 | 29.0 | 25.8 | 24.2 | 23.0 |
| Prêts concessionnels publics | 15.6 | 16.3 | 18.7 | 17.0 | 15.9 | 15.4 | 15.7 | 13.0 | 13.1 | 13.1 | 11.0 | 10.0 | 7.3 | 9.7 |
| Prêts non concessionnels publics | 13.3 | 14.7 | 9.0 | 6.6 | 7.5 | 11.9 | 11.6 | 9.6 | 11.7 | -0.3 | 7.9 | -7.1 | 5.4 | 15.2 |
| Flux privés | 40.7 | 28.9 | 28.2 | 42.4 | 40.9 | 43.3 | 60.8 | 94.5 | 165.5 | 174.8 | 180.9 | 246.7 | 281.7 | 227.1 |
| Flux générateurs de dette du secteur privé | 26.6 | 16.6 | 12.2 | 20.3 | 12.6 | 15.5 | 18.6 | 36.6 | 48.6 | 53.4 | 53.9 | 89.7 | 99.2 | 58.0 |
| Investissements directs étrangers ² | 14.0 | 11.6 | 15.2 | 20.9 | 24.7 | 24.2 | 34.5 | 44.3 | 66.4 | 86.9 | 94.6 | 113.0 | 154.0 | 155.0 |
| Prises de participations | 0.1 | 0.7 | 0.8 | 1.2 | 3.6 | 3.7 | 7.6 | 13.5 | 50.5 | 34.5 | 32.4 | 44.0 | 28.5 | 14.1 |
| FLUX NETS GLOBAUX | 87.3 | 79.6 | 75.0 | 85.9 | 85.0 | 99.5 | 123.4 | 146.3 | 218.2 | 219.4 | 228.8 | 275.5 | 318.5 | 275.0 |
| Pour mémoire : | | | | | | | | | | | | | | |
| Paiements d'intérêts | 93.3 | 83.0 | 75.8 | 81.8 | 76.8 | 69.6 | 72.5 | 65.8 | 68.1 | 77.1 | 91.0 | 95.5 | 102.8 | 125.3 |
| Bénéfices sur les investissements directs étrangers | 15.3 | 14.0 | 14.1 | 14.4 | 18.2 | 17.4 | 18.3 | 20.1 | 22.7 | 24.4 | 23.8 | 26.8 | 30.0 | 35.3 |
| Dons privés | 3.7 | 4.1 | 4.6 | 4.7 | 4.3 | 5.0 | 5.4 | 5.7 | 6.2 | 6.9 | 5.9 | 5.6 | 6.5 | 2.0 |
| Données connexes : | | | | | | | | | | | | | | |
| Utilisation nette des crédits du FMI ³ | -0.3 | -3.6 | -6.3 | -5.4 | -2.4 | 0.1 | 3.2 | 1.2 | 1.7 | 1.6 | 15.1 | 0.9 | 13.9 | 21.0 |
| Dons au titre de la coopération technique | 9.9 | 11.2 | 12.3 | 13.2 | 13.0 | 14.1 | 15.9 | 17.3 | 18.4 | 17.0 | 18.5 | 17.3 | 16.0 | 16.1 |
| Flux nets de la Banque mondiale | 6.7 | 6.9 | 5.5 | 3.1 | 3.3 | 5.0 | 2.6 | 0.1 | 2.8 | -0.3 | 1.0 | 1.3 | 6.3 | 6.8 |
| Flux nets de l'IDA | 3.6 | 3.8 | 4.3 | 4.0 | 3.6 | 4.0 | 4.3 | 4.6 | 4.5 | 5.5 | 4.4 | 5.1 | 5.0 | 4.6 |

Sources : Système de notification de la dette et OCDE.

Note : Les chiffres de 1998 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : FMI.

3/ Y compris Fonds fiduciaire du FASR et FMI.